

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE
S/5010
1er décembre 1961
ORIGINAL : FRANCAIS

NOTE VERBALE EN DATE DU 1er DECEMBRE 1961 ADRESSEE
AU SECRETAIRE GENERAL PAR INTERIM PAR LA DELEGATION
PERMANENTE DE LA REPUBLIQUE DU CONGO (LEOPOLDVILLE)

La délégation permanente de la République du Congo-Léopoldville présente ses compliments à Monsieur le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et lui prie de bien vouloir communiquer aux Etats Membres des Nations Unies le texte du discours prononcé par M. Cyrille Adoula, Premier Ministre de la République du Congo (Léopoldville), le 28 novembre 1961.

La délégation permanente de la République du Congo (Léopoldville) saisit cette occasion, etc.

Discours prononcé par M. Cyrille Adoula, Premier Ministre
de la République du Congo, le 28 novembre 1961

Congolais, Congolaises,

Dimanche dernier à Elisabethville, en désespoir de cause, M. Tshombé a appelé la population à faire la guerre, par tous les moyens, aux forces de l'ONU, parce que, prétend-il, le Conseil de sécurité vient de lui déclarer la guerre.

A ce discours provoquant et hystérique, votre Ministre de l'information, M. Ileo, a répondu le jour même mais il n'a pas pu tout dire. Je vous dirai tout aujourd'hui, Congolais, Congolaises, et je vous parlerai sur un ton calme et déterminé. Je n'ai pas besoin de crier ni de hurler comme M. Tshombé. Ce dernier est bien mal informé quand il proclame que le gouvernement a subi un vote de méfiance à propos de la tragédie de Kindu.

Vous le savez et M. Tshombé ne l'ignore pas : c'est tout le contraire qui s'est passé. Dans mon message radiophonique du 16 novembre j'avais exprimé l'indignation du gouvernement et de la population devant les crimes commis par certains éléments de l'armée nationale. Il est exact qu'une motion a été déposée à la Chambre, le lundi 20 novembre 1961, tendant à interpréter mon message comme étant injurieux à l'égard de l'armée et comme signifiant un arrêt de l'opération de police menée par le gouvernement contre la rébellion d'Elisabethville.

Je doute que cette motion soit d'origine congolaise puisqu'elle dénote une tournure d'esprit qui ne cadre pas avec les réalités congolaises. J'ai demandé à être entendu mercredi dernier par la Chambre des représentants et vendredi par le Sénat. Le gouvernement était présent au complet. Au nom du gouvernement, j'ai fait le point des réalisations depuis le 2 août dernier, ainsi que des difficultés rencontrées pour résoudre d'autres problèmes. Il ne m'a pas été difficile, puisque c'est la vérité, de convaincre les chambres, d'une part, que punir les éléments qui se sont rendus coupables de crimes, c'est précisément défendre l'honneur de l'armée et non l'injurier et, d'autre part, que la réduction de la sécession du Katanga reste à l'avant-plan de l'effort du gouvernement. L'auteur de la motion n'a pu que retirer cette dernière et le gouvernement a quitté chacune des Chambres sous les applaudissements unanimes des parlementaires.

/...

Vous voyez, Congolais, Congolaises, que malheureusement pour M. Tshombé, le Gouvernement central est sorti vainqueur et renforcé de l'épreuve inspirée - je le répète et le gouvernement ne l'oubliera pas - par certaines influences étrangères.

M. Tshombé prétend aussi - je cite ses paroles - que mon gouvernement ne représente plus qu'une clique de privilégiés prêts à se vendre à quiconque, pourvu qu'ils puissent se maintenir au pouvoir. C'est là une pure calomnie et une basse injure, qui n'honorent pas leur auteur. Tous ceux qui me connaissent savent combien je reste honnête tant dans l'exercice de mes fonctions actuelles qu'au cours de mon passé politique. Si M. Tshombé ne le sait pas, je suis un homme libre, qui ne s'est vendu à personne et qui ne se vendra jamais à quiconque, tandis que M. Tshombé dilapide notre patrimoine national en payant un et demi million par an à chacun de ses ministres, en achetant des mercenaires étrangers pour des sommes insensées, et en essayant à coup de dizaines de millions d'acheter l'appui de certains gouvernements étrangers. Ajouterai-je que, par contre, la masse des travailleurs katangais a encore toujours un salaire que ne dépasse pas le minimum légal? Mais, j'ai mieux à faire qu'à m'attarder plus longtemps à réfuter les élucubrations de M. Tshombé.

Je voudrais vous dire où nous en sommes en ce qui concerne la sécession katangaise. Tout d'abord, que signifie le vote intervenu au Conseil de sécurité à New York, vendredi dernier? Ce vote signifie que l'ONU est décidée à soutenir le Gouvernement central et même à renforcer son aide pour réduire la sécession katangaise, au besoin par la force. L'ONU appuie ainsi à fond votre Gouvernement central qui est l'organe légitime et légal de toute la République du Congo. Nous en sommes reconnaissants à l'ONU. Le gouvernement entend en outre que l'exécution du mandat confié par le Conseil de sécurité au Secrétaire général de l'ONU s'opère en consultation, je dirais même en accord, avec le Gouvernement congolais, et cet accord devra porter non seulement sur les principes de l'action, sur les plans, mais aussi à chaque stade de la mise en oeuvre des plans.

Si je tiens ce langage ce n'est pas que le gouvernement se méfie de l'ONU. M. Thant, le nouveau Secrétaire général bénéficie au contraire à nos yeux d'un préjugé favorable, très favorable même, mais nous sommes un pays souverain et indépendant et il n'est pas question que n'importe qui fasse n'importe quoi chez nous.

/...

D'ailleurs, la réduction de la sécession katangaise est d'abord l'affaire du gouvernement, du Parlement, du peuple congolais, avant d'être l'affaire de l'ONU. Entre l'ONU et le Gouvernement congolais, il faut donc non seulement consultation, accord, mais collaboration dans une action commune.

Pour sa part, le gouvernement a posté l'armée nationale, nombreuse, aux frontières du Katanga. Un fort détachement a pénétré à l'intérieur du Katanga et occupe Albertville, le centre le plus important du Nord-Katanga. Albertville est contrôlée par le Gouvernement central et c'est définitif. Récemment, nous avons donné mandat à l'ONU de procéder en tout temps et n'importe où à l'arrestation de nombreux mercenaires étrangers qui, depuis septembre, ont encore afflué au Katanga et gravitent autour de Tshombé. Arrêtés, ces mercenaires seront livrés à la justice congolaise.

Une des dernières mesures prises par le gouvernement est d'envoyer le Vice-Premier Ministre, M. Sendwé, comme Commissaire général extraordinaire au Katanga, où est décrété l'état d'exception. Bien entendu M. Sendwé reste Vice-Premier Ministre. Il recevra les instructions du Ministre de l'intérieur par mon intermédiaire. Il s'installera au début dans une ville du Nord-Katanga qu'il choisira lui-même suivant les circonstances. Comme Commissaire général extraordinaire, il aura autorité directe sur toutes les unités de l'armée nationale au Katanga et sur les autorités civiles et la police.

Nul doute que le Vice-Premier Ministre, M. Sendwé, leader incontesté dans le Katanga et un des principaux artisans de la réconciliation nationale, ne réussisse sa haute mission d'administration des populations et de préservation du potentiel économique du Katanga, au fur et à mesure que cette province nous fera retour. Car il s'agit de pacifier le Nord-Katanga, de reconstruire, et nullement de détruire. Déjà j'ai demandé à la compagnie Air-Congo de rétablir rapidement la liaison aérienne directe entre Léopoldville et Kabalo/Albertville. Déjà le gouvernement a remis la monnaie congolaise, des dizaines de millions, en circulation dans le Nord-Katanga.

Je voudrais aussi mettre en garde les milliers d'Européens, particulièrement les Belges, qui vivent au Katanga et participent à son économie. M. Tshombé les appelle à lutter avec lui contre les forces de l'ONU. Quel aveu que sans l'aide

des blancs M. Tshombé serait impuissant à poursuivre ses rêves de sécession. Mais, le Gouvernement central n'est nullement, en principe, contre la présence des blancs au Katanga pour développer l'économie du pays. Il croit cependant devoir répéter l'avertissement solennel que M. le Ministre Ileo leur a fait dimanche, que les blancs au Katanga se tiennent soigneusement à l'écart des problèmes politiques congolais et surtout qu'ils ne prennent pas les armes. Sinon, le gouvernement se verra contraint de les traiter comme des mercenaires et de demander à l'ONU de les traiter de même.

La Belgique enfin se décide à mettre fin à sa politique équivoque. A New York M. Spaak, Ministre belge des affaires étrangères, tout en prétendant sans cesse qu'il veut s'entendre avec Léopoldville, maintient paradoxalement son préalable de souveraineté et d'indépendance du Katanga. La Belgique semble avoir enfin compris la nécessité de maintenir le Congo dans ses frontières actuelles et qu'il n'y a pas d'intérêt à pousser la dislocation de cet état.

Devant cette attitude positive de la Belgique, la Chambre des représentants a adopté hier lundi, à la presque unanimité, la motion de M. le député Kimvay, tendant à renouer les relations diplomatiques avec ce pays. Cette motion ne peut qu'inciter les ressortissants belges au Katanga à rester neutres et surtout à ne pas combattre le Gouvernement central et les forces de l'ONU.

Il ne faudrait pas non plus qu'avec Sir Roy Welensky, la Fédération des Rhodésies-Nyassaland se mêle directement de nos affaires et lance un défi à la conscience internationale, en bravant les résolutions du Conseil de sécurité, comme pourraient le laisser entendre ses déclarations de samedi dernier, que la Grande-Bretagne prenne ses responsabilités.

Sir Roy Welensky doit être mal informé s'il est de bonne foi. Sinon, il est inconscient ou fourbe, quand il nous accuse d'être communiste. J'affirme que le Gouvernement central n'est pas communiste. A Léopoldville on n'est pas communiste. Je voudrais à cette occasion, rappeler à M. Sir Roy Welensky une pratique très courante dans les tribunaux de son pays, la Grande-Bretagne. Elle se résume comme suit : - ce n'est pas à l'accusé de dire qu'il n'est pas communiste, c'est à l'accusation à le prouver.

Le gouvernement que je dirige, je dis bien que je dirige, pratique une politique de non-alignement. Il n'est nullement à la remorque de tendances communistes, ouvertes ou camouflées, ni encore des impérialistes capitalistes. Sir Roy Welensky doit admettre pourquoi ne ferait-il pas la même chose dans son pays? Que nous sommes d'abord et avant tout Congolais, qu'ensuite, avant de considérer l'Est ou l'Ouest, nous sommes Africains. Le non-alignement n'est pas un leurre ou un mirage. Il est une attitude positive et conforme à nos aspirations, à nos principes et à nos intérêts. Et, quoiqu'il arrive, nous entendons nous en tenir à cette position.

Congolais, Congolaises, je m'adresse ici plus particulièrement aux populations du Katanga, à toutes les populations du Katanga : depuis de nombreux mois vous souffrez. Vous souffrez parce que vous êtes soumis au régime policier d'Elisabethville. Vous souffrez parce que votre destinée est de rester intégrés dans l'héritage historique de l'Etat indépendant du Congo et parce que vous voulez à tout prix rester dans l'unité du Congo. Vous souffrez parce que vos dirigeants ne défendent pas votre cause et vos intérêts.

En effet, Tshombé n'a-t-il pas déclaré que le peuple katangais est prêt à mourir pour son "leader". Ah, oui, pour son leader, donc, pour un individu et ses intérêts. Pour nous, ce n'est pas une noble cause que des milliers d'hommes sacrifient leur vie pour un seul. Si un jour je devais appeler le peuple congolais à prendre les armes et à lutter, cela ne pourrait avoir pour but que la sauvegarde des intérêts de la nation tout entière. Populations congolaises du Katanga, nous souffrons avec vous et, forts de votre volonté et de votre collaboration, nous allons vous délivrer de cet ignoble asservissement de Tshombé et de ses acolytes. Nous allons vous délivrer des conséquences de cette aventure malheureuse et sans issue.

Accueillez avec ferveur M. le Vice-Premier Ministre Sendwé qui va arriver chez vous et considérez-le comme le représentant authentique du Gouvernement central et comme votre représentant légitime. Accueillez avec enthousiasme les soldats de l'armée nationale congolaise. Sous l'autorité de M. le Vice-Premier Ministre Sendwé, l'armée a comme mission stricte de pacifier la province du Katanga

et de protéger les biens et les personnes, toutes les personnes, qu'elles soient blanches ou noires.

Congolais, Congolaises, l'heure de la délivrance et de la réconciliation générale a sonné et je compte sur votre collaboration pour que vivent la République du Congo et ses six provinces unies.

